

LE CANARD

5F de nantes à brest

Rentrée



LES «M.A.» AMERS

COMMENT peut-on être U.D.B. ? C'est la question que pose aux responsables du parti breton l'arrivée de la gauche au pouvoir. L'U.D.B. était dans l'opposition. La voilà dans la majorité. Dans et à côté.

L'espoir et la crainte

L'espoir d'abord : « Sous Gied-
le, le dialogue, au niveau du
simple breton ou de l'U.D.B., en-
core que, mais, était strictement
interdit », observe Henri Goude-
ron, « et il y a sur ce plan une
ouverture. Dans la lettre
à adressée à nos élus bre-
tans, François Mitterrand se ré-
fère lui-même des nouveaux rap-
ports qui s'établissent entre le

Heureuse
Conduite par Henri Gou...

« L'P.S. et le gouvernement ont peut-être leurs raisons. Ils ont peut-être besoin de ne pas être gênés dans leur action. Et on pourrait être d'accord avec l'idée de trêve sociale si le gouvernement agissait. Mais la réalité est qu'il ne peut pas vraiment agir sans soutien populaire. Le changement ne s'opère pas sans un tel soutien. Comme je le disais au soir du 10 mai, il s'agit maintenant de transformer la majorité pour le changement en une majorité de gauche.

«Naturellement nous nourrissons aussi des craintes en matière institutionnelle. Si on ne nous donne pas les moyens de peser, le cadre institutionnel restera vide. Or on ne sait toujours pas ce que seront ces moyens. Et ce n'est pas tout. Nous voulons une Bretagne majeure, expression qui n'est d'ailleurs reprise les socialistes bretons dans le programme du B.R.E.I.S. Mais les préfets ne sont pas vraiment supérieurs, ils changent de noms et les commissaires de la République vont avoir plus de pouvoir. Mais les départements existent. Que dans

« Par exemple, les nationalisations. Elles devaient en principe profiter aux régions arriérées. Mais on ne voit pas les choses avancer. Sur ce plan l'affaire du vidéo-disque de Brest constitue un test de la crédibilité du gouvernement en matière de déga-

« On a vraiment une impression de flou. Pour en revenir à l'absence de soutien populaire, il me semble qu'il y a eu une déception collective. L'autre qui consisterait à vouloir tirer pour nous les marrons du feu. Comme force de propositions nous allons nous employer à stimuler le nouveau pouvoir.

Национальное УРС

La guerre des rns n'aura pas lieu. Dans le conflit qui, depuis plusieurs mois oppose les instances nationales du P.S. à la Fédération du Morbihan, les socialistes bretons ont choisi de faire la grosse dose.

En mai et juin, ils se déclarèrent presque tous solidaires de Jean Givannelli et de Henri Hellec contre lesquels Paris avait parachuté deux candidats « sans les dispositions politiques négatives d'Hennebont et de Vannes. Mais en privé seulement. Officiellement ils ne disent rien.

En juillet, ils regrettèrent presque tous que Jean Givannelli ne soit pas admis à siéger au sein du groupe régional. Mais

Aujourd'hui, ils s'avouent tous désagréablement surpris par la dissolution de la Commission exécutive fédérale (l'instance dirigeante de la fédération) du Morbihan. Mais en privé seulement. Officiellement ils ne disent rien.

du travers des quatre membres de la majorité. Néanmoins, trois parlementaires socialistes dont Bernard Pommier, adjoint au Finistère, se sont rendus à Saint-Jour sous couvert de la Ligue internationale des droits de l'homme. Le 9 septembre, plusieurs députés socialistes dont les Bretons

LLR. : Pour lui, le but final est la réunification de l'Irlande. Mais il envisage de l'atteindre par étapes. Dans l'immédiat il réclame la mise en place d'une admi-

Le premier tour des législatives, s'était fait chaleureusement applaudir : envisageons de supprimer les préfets, ce n'est pas pour en accepter parti ?

beaucoup d'amertume aujourd'hui dans les rangs socialistes
initialement acquis à la cause de Jean Giovannelli des dirigeants
discrètement soutenu. De l'amertume mais aussi des interrogations.
ou tort ? Le doute s'insinue dans l'esprit de certains.

récompensées. Les faits paraissent bien démentir cette analyse. P.D.

L'objectif du Sinn Féin est le même. Mais lui ne recourt pas à des troupes et il rejoint la lutte armée comme l'un des moyens d'aboutir à cette réunification. Cependant celui-ci n'est pas mené avec l'idée d'obtenir une

LLR : Nous nous sommes rendus sur la tombe de Bobby Sands. Nous avons vu une ville en état de siège, ce qui est

« Ce
qui nous
a le plus
frappés,
c'est
le courage
des
gens et
leur déter-
mination. »



VIDEODISQUE ÇA TOURNE MAL

Voilà, c'est fait. Les accords entre la Thomson-C.S.F. et la firme japonaise Teac, concernant le vidéo-disque institutionnel, sont entérinés. C'est l'histoire d'un film à épisodes qui avait démarré en plein mois d'août. Le 13, la C.F.D.T. de la Thomson-C.S.F. de Brest découvre des casiers de composants destinés au Japon pour la fabrication du vidéo-disque, cet appareil permettant de visualiser un film sur écran à partir d'un disque plastique. 15 jours plus tard, le 27 août, précédemment, première rencontre, plutôt mauvaise au demeurant, avec des représentants du Ministère du Travail qui, quelques temps plus tard, tranchent en refusant d'intervenir au niveau industriel chez Thomson-C.S.F.

En rendant la main-à-maitre à la Mairie de Brest le matériel géol, la C.F.D.T. en profite pour se faire une carte. Un document réalisé par la firme française sur les coûts de production dont la direction se servait jusqu'à présent pour cacher les accords avec les Japonais. Intéressant cette étude soulignant que le vidéo-disque peut être fabriqué en France à des conditions très compétitives avec le Japon. Entre 4.600 F et 5.400 F l'unité contre 6.600 F chez Japonais. L'étude prévoyait, en matière d'emploi, l'embauche de 252 personnes, dans l'hypothèse d'une production de 15.000 appareils. Bref, l'argument économique avancé par la direction de la Thomson tout au long de cette petite guerre des nerfs ne tenait plus. Mais pas de surprise, la Thomson répondait vite au document rendu public par les syndicats : « Les coûts présentés par la C.F.D.T. réalisés par une équipe d'ingénieurs, concernant les objectifs à atteindre pour des compteurs et non les objectifs réalistes. Malheureusement, tous les établissements industriels interrogés (dont Brest) ont considéré que l'objectif fixé était inaccessible en France. C'est pourquoi nous nous sommes tournés vers les Japonais. Une fois encore interrogée pour donner les chiffres, la Mairie de Brest ne répondait pas sur sa position, disant que son avis pour le transfert de cette technologie française au Japon. Premier objectif : deux mille appareils pour 82 sur les marchés américains et japonais considérés comme plus faciles et plus ouverts. Deuxième phase : les appareils de seconde génération seront étudiés conjointement par Teac et Thomson au Japon. Enfin, à l'avenir, les vidéo-disques seront produits et commercialisés par Thomson pour l'Europe, 63 Ma pour les Etats-Unis et Teac pour le Japon.

Le climat de violence qui sévit dans le

terrestre finistérien a fermé la paisible

population de Concarneau-City, tant et si

bien qu'au cours d'un conseil municipal, le

maire communiste s'est écrié : « Que

lui j'ai pas le fait, coureur en main, son

libéral au feu d'été réduits devant le

pluie ? De là à penser que la police, la

justice et l'opposition laissent volontairement

le développement d'un climat de violence

dans une ville de gauche, il n'y a qu'un pas

que nous passons de gauche bien

à droite.

Le climat de violence qui sévit dans le

terrestre finistérien a fermé la paisible

population de Concarneau-City, tant et si

bien qu'au cours d'un conseil municipal, le

maire communiste s'est écrié : « Que

lui j'ai pas le fait, coureur en main, son

libéral au feu d'été réduits devant le

pluie ? De là à penser que la police, la

justice et l'opposition laissent volontairement

le développement d'un climat de violence

dans une ville de gauche, il n'y a qu'un pas

que nous passons de gauche bien

à droite.

Le climat de violence qui sévit dans le

terrestre finistérien a fermé la paisible

population de Concarneau-City, tant et si

bien qu'au cours d'un conseil municipal, le

maire communiste s'est écrié : « Que

lui j'ai pas le fait, coureur en main, son

libéral au feu d'été réduits devant le

pluie ? De là à penser que la police, la

justice et l'opposition laissent volontairement

le développement d'un climat de violence

dans une ville de gauche, il n'y a qu'un pas

que nous passons de gauche bien

à droite.

VIDEODISQUE ÇA TOURNE MAL

Voilà, c'est fait. Les accords entre la Thomson-C.S.F. et la firme japonaise Teac, concernant le vidéo-disque institutionnel, sont entérinés. C'est l'histoire d'un film à épisodes qui avait démarré en plein mois d'août. Le 13, la C.F.D.T. de la Thomson-C.S.F. de Brest découvre des casiers de composants destinés au Japon pour la fabrication du vidéo-disque, cet appareil permettant de visualiser un film sur écran à partir d'un disque plastique. 15 jours plus tard, le 27 août, précédemment, première rencontre, plutôt mauvaise au demeurant, avec des représentants du Ministère du Travail qui, quelques temps plus tard, tranchent en refusant d'intervenir au niveau industriel chez Thomson-C.S.F.

En rendant la main-à-maitre à la

Mairie de Brest le matériel géol, la C.F.D.T.

en profite pour se faire une carte. Un

document réalisé par la firme française

sur les coûts de production dont la

direction se servait jusqu'à présent pour

cacher les accords avec les Japonais.

Intéressant cette étude soulignant que

le vidéo-disque peut être fabriqué en France

à des conditions très compétitives avec le

Japon. Entre 4.600 F et 5.400 F l'unité

contre 6.600 F chez Japonais. L'étude

prévoyait, en matière d'emploi, l'embauche

de 252 personnes, dans l'hypothèse d'une

production de 15.000 appareils.

Bref, l'argument économique avancé par

la direction de la Thomson tout au long de

cette petite guerre des nerfs ne tenait plus.

Mais pas de surprise, la Thomson

répondait vite au document rendu public

par les syndicats : « Les coûts présentés

par la C.F.D.T. réalisés par une équipe d'ingé-

nieurs, concernant les objectifs à atteindre

pour des compteurs et non les objectifs

réalistes. Malheureusement, tous les éta-

blissements industriels interrogés (dont

Brest) ont considéré que l'objectif fixé était

inaccessible en France. C'est pourquoi

nous nous sommes tournés vers les

Japonais. Une fois encore interrogée pour

donner les chiffres, la Mairie de Brest ne

répondait pas sur sa position, disant que

son avis pour le transfert de cette technolo-

gie française au Japon. Premier objectif :

deux mille appareils pour 82 sur les marchés

américains et japonais considérés comme

plus faciles et plus ouverts. Deuxième

phase : les appareils de seconde génération

seront étudiés conjointement par Teac et

Thomson au Japon. Enfin, à l'avenir, les

vidéo-disques seront produits et commercial-

isés par Thomson pour l'Europe, 63 Ma

pour les Etats-Unis et Teac pour le Japon.

Le climat de violence qui sévit dans le

terrestre finistérien a fermé la paisible

population de Concarneau-City, tant et si

bien qu'au cours d'un conseil municipal, le

maire communiste s'est écrié : « Que

VIDEODISQUE ÇA TOURNE MAL

Voilà, c'est fait. Les accords entre la Thomson-C.S.F. et la firme japonaise Teac, concernant le vidéo-disque institutionnel, sont entérinés. C'est l'histoire d'un film à épisodes qui avait démarré en plein mois d'août. Le 13, la C.F.D.T. de la Thomson-C.S.F. de Brest découvre des casiers de composants destinés au Japon pour la fabrication du vidéo-disque, cet appareil permettant de visualiser un film sur écran à partir d'un disque plastique. 15 jours plus tard, le 27 août, précédemment, première rencontre, plutôt mauvaise au demeurant, avec des représentants du Ministère du Travail qui, quelques temps plus tard, tranchent en refusant d'intervenir au niveau industriel chez Thomson-C.S.F.

En rendant la main-à-maitre à la

Mairie de Brest le matériel géol, la C.F.D.T.

en profite pour se faire une carte. Un

document réalisé par la firme française

sur les coûts de production dont la

direction se servait jusqu'à présent pour

cacher les accords avec les Japonais.

Intéressant cette étude soulignant que

le vidéo-disque peut être fabriqué en France

à des conditions très compétitives avec le

Japon. Entre 4.600 F et 5.400 F l'unité

contre 6.600 F chez Japonais. L'étude

prévoyait, en matière d'emploi, l'embauche

de 252 personnes, dans l'hypothèse d'une

production de 15.000 appareils.

Bref, l'argument économique avancé par

la direction de la Thomson tout au long de

cette petite guerre des nerfs ne tenait plus.

Mais pas de surprise, la Thomson

répondait vite au document rendu public

par les syndicats : « Les coûts présentés

par la C.F.D.T. réalisés par une équipe d'ingé-

nieurs, concernant les objectifs à atteindre

pour des compteurs et non les objectifs

réalistes. Malheureusement, tous les éta-

blissements industriels interrogés (dont

Brest) ont considéré que l'objectif fixé était

inaccessible en France. C'est pourquoi

nous nous sommes tournés vers les

Japonais. Une fois encore interrogée pour

donner les chiffres, la Mairie de Brest ne

répondait pas sur sa position, disant que

son avis pour le transfert de cette technolo-

gie française au Japon. Premier objectif :

deux mille appareils pour 82 sur les marchés

américains et japonais considérés comme

plus faciles et plus ouverts. Deuxième

phase : les appareils de seconde génération

seront étudiés conjointement par Teac et

Thomson au Japon. Enfin, à l'avenir, les

vidéo-disques seront produits et commercial-

isés par Thomson pour l'Europe, 63 Ma

pour les Etats-Unis et Teac pour le Japon.

Le climat de violence qui sévit dans le

terrestre finistérien a fermé la paisible

population de Concarneau-City, tant et si

bien qu'au cours d'un conseil municipal, le

maire communiste s'est écrié : « Que

VIDEODISQUE ÇA TOURNE MAL

Voilà, c'est fait. Les accords entre la Thomson-C.S.F. et la firme japonaise Teac, concernant le vidéo-disque institutionnel, sont entérinés. C'est l'histoire d'un film à épisodes qui avait démarré en plein mois d'août. Le 13, la C.F.D.T. de la Thomson-C.S.F. de Brest découvre des casiers de composants destinés au Japon pour la fabrication du vidéo-disque, cet appareil permettant de visualiser un film sur écran à partir d'un disque plastique. 15 jours plus tard, le 27 août, précédemment, première rencontre, plutôt mauvaise au demeurant, avec des représentants du Ministère du Travail qui, quelques temps plus tard, tranchent en refusant d'intervenir au niveau industriel chez Thomson-C.S.F.

En rendant la main-à-maitre à la

Mairie de Brest le matériel géol, la C.F.D.T.

en profite pour se faire une carte. Un

document réalisé par la firme française

sur les coûts de production dont la

direction se servait jusqu'à présent pour

cacher les accords avec les Japonais.

Intéressant cette étude soulignant que

le vidéo-disque peut être fabriqué en France

à des conditions très compétitives avec le

Japon. Entre 4.600 F et 5.400 F l'unité

contre 6.600 F chez Japonais. L'étude

prévoyait, en matière d'emploi, l'embauche

de 252 personnes, dans l'hypothèse d'une

production de 15.000 appareils.

Bref, l'argument économique avancé par

la direction de la Thomson tout au long de

cette petite guerre des nerfs ne tenait plus.

Mais pas de surprise, la Thomson

répondait vite au document rendu public

par les syndicats : « Les coûts présentés

par la C.F.D.T. réalisés par une équipe d'ingé-

nieurs, concernant les objectifs à atteindre

pour des compteurs et non les objectifs

réalistes. Malheureusement, tous les éta-

blissements industriels interrogés (dont

Brest) ont considéré que l'objectif fixé était

inaccessible en France. C'est pourquoi

nous nous sommes tournés vers les

Japonais. Une fois encore interrogée pour

donner les chiffres, la Mairie de Brest ne

répondait pas sur sa position, disant que

son avis pour le transfert de cette technolo-

gie française au Japon. Premier objectif :

deux mille appareils pour 82 sur les marchés

américains et japonais considérés comme

plus faciles et plus ouverts. Deuxième

phase : les appareils de seconde génération

seront étudiés conjointement par Teac et

Thomson au Japon. Enfin, à l'avenir, les

vidéo-disques seront produits et commercial-

isés par Thomson pour l'Europe, 63 Ma

pour les Etats-Unis et Teac pour le Japon.

Le climat de violence qui sévit dans le

terrestre finistérien a fermé la paisible

population de Concarneau-City, tant et si

bien qu'au cours d'un conseil municipal, le

maire communiste s'est écrié : « Que

VIDEODISQUE ÇA TOURNE MAL

Voilà, c'est fait. Les accords entre la Thomson-C.S.F. et la firme japonaise Teac, concernant le vidéo-disque institutionnel, sont entérinés. C'est l'histoire d'un film à épisodes qui avait démarré en plein mois d'août. Le 13, la C.F.D.T. de la Thomson-C.S.F. de Brest découvre des casiers de composants destinés au Japon pour la fabrication du vidéo-disque, cet appareil permettant de visualiser un film sur écran à partir d'un disque plastique. 15 jours plus tard, le 27 août, précédemment, première rencontre, plutôt mauvaise au demeurant, avec des représentants du Ministère du Travail qui, quelques temps plus tard, tranchent en refusant d'intervenir au niveau industriel chez Thomson-C.S.F.

En rendant la main-à-maitre à la

Mairie de Brest le matériel géol, la C.F.D.T.

en profite pour se faire une carte. Un

document réalisé par la firme française

sur les coûts de production dont la

direction se servait jusqu'à présent pour

cacher les accords avec les Japonais.

Intéressant cette étude soulignant que

le vidéo-disque peut être fabriqué en France

à des conditions très compétitives avec le

Japon. Entre 4.600 F et 5.400 F l'unité

contre 6.600 F chez Japonais. L'étude

prévoyait, en matière d'emploi, l'embauche

de 252 personnes, dans l'hypothèse d'une

production de 15.000 appareils.

Bref, l'argument économique avancé par

la direction de la Thomson tout au long de

cette petite guerre des nerfs ne tenait plus.

Mais pas de surprise, la Thomson

répondait vite au document rendu public

par les syndicats : « Les coûts présentés

par la C.F.D.T. réalisés par une équipe d'ingé-

nieurs, concernant les objectifs à atteindre

pour des compteurs et non les objectifs

réalistes. Malheureusement, tous les éta-

blissements industriels interrogés (dont

Brest) ont considéré que l'objectif fixé était

inaccessible en France. C'est pourquoi

nous nous sommes tournés vers les

Japonais. Une fois encore interrogée pour

donner les chiffres, la Mairie de Brest ne

répondait pas sur sa position, disant que

son avis pour le transfert de cette technolo-

gie française au Japon. Premier objectif :

deux mille appareils pour 82 sur les marchés

américains et japonais considérés comme

plus faciles et plus ouverts. Deuxième

phase : les appareils de seconde génération

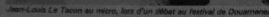
seront étudiés conjointement par Teac et

Thomson au Japon. Enfin, à l'avenir, les

vidéo-disques seront produits et commercial-

isés par Thomson pour l'Europe, 63 Ma

Una fabbrica del posto che, insieme alle

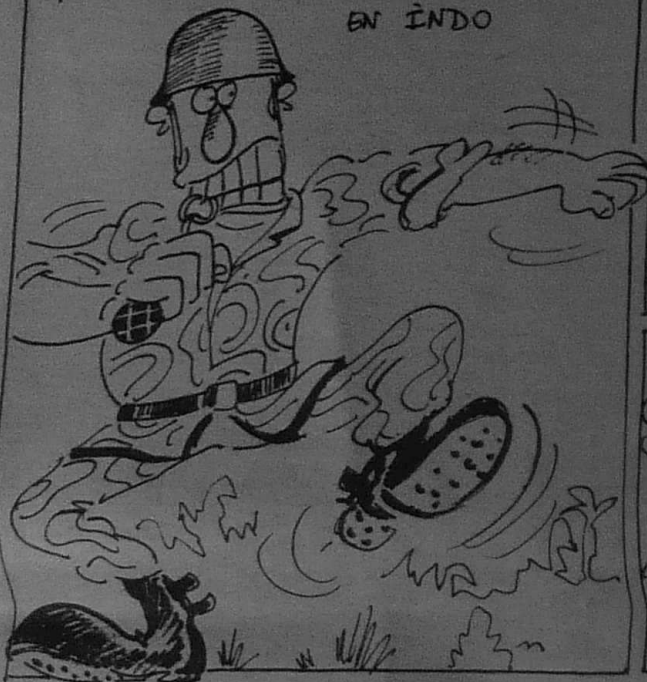


le canard de nantes à brest

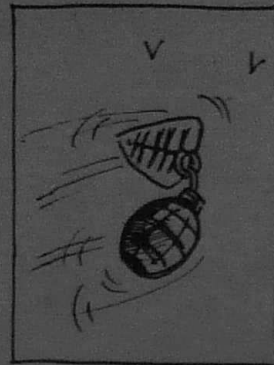
la b.d de nono

"FANCH COZIGOU LE CUMULARD"

FANCH COZIGOU, SOUS-LIEUTENANT EN INDO



CAPITAINE DANS LES AURES



COMMANDANT À SEDAN



APRÈS 25 ANS DE SERVICE, FANCH COZIGOU BÉNÉFICIE D'UNE RETRAITE, QUI CORRESPOND EN FAIT À UNE SOLDE COMPLÈTE (ÉTANT DONNÉ LE GRADE ET LES FAITS D'ARMES)...

MAIS FANCH LE CUMULARD SE RÉVOILE (COMME 125 000 DE SES POTES...)

J'AVAIS À CHOISIR ENTRE:

- MONITEUR DE GYM
- INTENDANT
- SURVEILLANT GÉNÉRAL
- CONTRÔLEUR À L'A.N.P.E.



FINALEMENT, J'AI CHOISI L'A.N.P.E.: Y A MOINS DE PROBLÈMES AVEC LES CHÔMEURS QU'AVEC LES POTACHES DES LYCÉES MARXISSES!



ET EN PLUS, JE ME MARRE...

T'AS VU MES GALONS? ?!



MAIS MAINTENANT, AVEC MAUROY, CROUiiiiic! PLUS DE BOULOT... DU PLUS DE RETRAITE... FAUT CHOISIR!!



MAIS DE TOUS CES MILITAIRES QU'EST-CE QU'ON VA EN FAI-RE!



ON CHOISIT LA RETRAITE!

